



Marché n° : F241DGE023

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Procédure adaptée en application de l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

CONCEPTION, REALISATION ET EQUIPEMENT DE STANDS D'EXPOSITION POUR LE SALON SANTEXPO 2025

SOMMAIRE

I.	DISPOSITIONS GENERALES - OBJET DU CONTRAT	4
	I.1. Dispositions générales.....	4
A)	PRESENTATION DE PARISANTE CAMPUS	4
B)	CONTEXTE DU MARCHÉ	4
	I.2. Objet	4
	I.3. Pièces constitutives du marché	4
	I.4. Forme du marché	5
II -	DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS	5
	II-1 Réalisation de stands pour le compte de PariSanté campus	6
A)	Conception d'un stand pour PariSanté campus	6
B)	Réalisation de stands dans le cadre du salon SantExpo :	6
C)	La réalisation des prestations	7
D)	Livrables attendus et délais d'exécution	7
III -	OBLIGATIONS DES PARTIES	8
	III.1. Obligations générales des parties	8
	III.2. Obligations du Titulaire.....	8
	III.3. Obligations de la personne publique	9
IV-	REPRESENTANTS DES PARTIES	9
	IV.1. Représentant de la personne publique	9
	IV.2. Représentant du Titulaire	9
	IV.3. Forme de communication	9
V -	OPERATIONS DE RECETTAGE.....	10
VI -	CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES.....	10
	VI.1. Forme et contenu des prix.....	10
	VI.2. Révision des prix.....	10
	VI.3. Modalités de règlement des comptes	10
1.	Avance 10	
2.	Règlement des sommes.....	10
3.	Facturation	11
4.	Paie ment.....	11
VII -	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	12
VIII -	CONFIDENTIALITE	12
IX -	SOUS-TRAITANCE	13
X -	ASSURANCE	13
XI -	PENALITES	14
	XI.1. Pénalités de retard	14

XII - RESILIATION.....	15
XII.1. Résiliation aux torts du Titulaire.....	15
XII.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire	15
XIII - RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES	15
XIV - LITIGES/DIFFERENDS.....	15
XV - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	15

I. DISPOSITIONS GENERALES - OBJET DU CONTRAT

I.1. Dispositions générales

A) Présentation de PariSanté Campus

PariSanté Campus est un centre de recherche, de formation, et d'entrepreneuriat pour le numérique en santé unique au monde. La création de ce campus innovant, qui s'installera sur le site de l'ancien hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, à Paris a été annoncée par le Président de la République, le 4 décembre 2020.

Ce programme, initié par les ministères et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de la Santé et de la Prévention, s'appuie sur cinq partenaires fondateurs : l'Inserm, l'université PSL, l'Inria, l'Agence du Numérique en Santé et le Health Data Hub. Il est doté d'équipements et d'infrastructures de pointe, financé par des investissements publics et privés, permettant de créer un espace de formation, de recherche et d'innovation, de rang mondial, sur le thème de la santé numérique.

PariSanté est structuré par un Groupement d'intérêt scientifique (GIS), dont l'INSERM assure la gestion administrative et se situe dans le 15^e arrondissement.

B) Contexte du marché

PariSanté Campus participe activement à positionner la France comme un leader mondial en matière de recherche, de formation et d'innovation sur le numérique en Santé, et s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale Santé Numérique du Gouvernement dans le cadre du Plan d'investissement d'avenir 4. Les enjeux sociétaux, les questions éthiques et l'innovation numérique en santé dans une vision interdisciplinaire, sont au cœur de l'action de PariSanté, qui accueille des équipes de recherche et un hub d'entreprises, afin de favoriser les interactions entre le monde académique et entrepreneurial. La présence de PariSanté campus au salon SantExpo 2025 est ainsi un enjeu majeur et le stand le représentant doit être à son image à la fois innovante et institutionnelle.

I.2. Objet

Le présent marché a pour objet **la conception, réalisation et équipement de stands d'exposition pour le salon SantExpo 2025 pour le compte de PariSanté campus.**

Le contenu détaillé des prestations est attendu par PariSanté Campus à l'occasion du salon SantExpo 2025, ainsi que le périmètre sur lequel doivent porter ces prestations est décrit dans le présent CCP.

Les prestations s'exécutent sur le lieu du salon SantExpo 2025, qui se tient à ce jour Porte de Versailles, Paris 15^e, du 20 au 22 mai 2025.

I.3. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes financières ;

- Le Bordereau de prix unitaire (BPU) vaut référentiel de prix plafond ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS dans sa dernière version ;
- L'offre du titulaire remise dans le cadre de la consultation.

Toute clause figurant dans les documents produits par le Titulaire, y compris ses conditions générales de vente, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'une des pièces constitutives du marché, le document de rang supérieur prévaudra sauf si la disposition est plus favorable pour la personne publique.

Le fait qu'une disposition figurant dans un document de rang inférieur ne soit pas expressément mentionnée dans le document de rang supérieur ne fera pas perdre à ladite disposition sa valeur juridique.

Le CCAG-FCS, bien que non joint, est réputé connu du titulaire du marché.

Les exemplaires originaux des pièces listées ci-dessus conservés dans les archives de la personne publique font seules foi.

Les conditions générales de vente figurant, le cas échéant, sur les documents du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

I.4. Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

Les prestations du présent contrat sont appliquées sur la base du BPU.

I.4.1. Prestations similaires

Le Titulaire pourra se voir confier la réalisation de prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

II - DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES PRESTATIONS

Le marché a vocation à répondre aux besoins suivants : conception de stands intégrant la charte graphique de PariSanté campus (Annexe 2), aménagement dudit stand avec enseignes, identification d'espaces, location de mobilier et matériel dans le cadre de SantExpo 2025.

La description des prestations détaillées dans les présentes n'est pas limitative. Elle doit permettre d'identifier le périmètre des exigences de PariSanté campus.

Ainsi, seront couverts,

- La conception de stands et espaces dans des salons respectant les éléments de communication institutionnelle, la charte graphique (Annexe 2) et les éléments visuels du GIS PariSanté campus ;

- La réalisation desdits stands ;
- La conception et réalisation de signalétique type enseignes, totems, avec option d'achat ;
- La location de matériel type tables, tabourets, canapés, réfrigérateur, machines à café, bonbonnes à eau, poubelles, etc... ;
- La location de matériel technique, audiovisuels et sonores.

Le Titulaire est en mesure de répondre aux demandes de prestations nécessaires à la bonne réalisation de la mission dans des délais parfois contraints. Les demandes seront ajustées en fonction des délais de fabrication communiqués par le Titulaire.

II-1 Réalisation de stands pour le compte de PariSanté campus

A) Conception d'un stand pour PariSanté campus

PariSanté campus dispose d'un stand de 90 m², pour l'édition 2025 de SantExpo qu'il convient de concevoir, réaliser, aménager, équiper et sonoriser pendant la durée du salon, et ce, en location.

Un plan de la zone accueillant le stand et la charte graphique sont fournis dans les pièces constitutives de ce marché (Annexe 1 et 2).

Le titulaire s'engage, compte tenu des délais impartis pour la réalisation de la prestation à concevoir le stand de PariSanté campus dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification du marché.

Il est attendu la proposition d'une esquisse de la zone afin de déterminer l'attribution du marché et, une fois notifié, le titulaire poursuivra le travail d'études et conception. La conception de stands et espaces dans des salons respectant les éléments de communication institutionnelle, la charte graphique et les éléments visuels du GIS PariSanté campus.

Un cycle de réunion à raison de quatre (4) maximum sera ainsi mis en place avec la mobilisation de part et d'autre des personnes ressources sur le projet. Une fois le projet définitivement validé par la Direction générale de PariSanté campus, la mise en fabrication pourra commencer. Considérant qu'un délai de 3 à 4 semaines soit nécessaire au Titulaire pour la fabrication, la proposition d'aménagement du stand par le Titulaire tiendra compte des délais de disponibilité et fabrication afin de répondre aux besoins pour le salon SantExpo 2025.

B) Réalisation de stands dans le cadre du salon SantExpo 2025 :

Il est envisagé d'organiser cet espace en plusieurs zones de la façon suivante :

- Une zone « accueil » ;
- Une zone « espace intervenants » incluant a minima une quinzaine d'espaces distincts et identifiables ;
- Une zone « agora » centrale ;
- Une zone « entretien » semi-confidentielle ;
- Une zone « espace convivial » ;
- Une zone « réserve ».

Un revêtement de sol portant les logos du GIS PariSanté campus (empreinte adhésive anti dérapant) sera présent sur l'ensemble du stand.

La signalétique du stand Partisante campus sera fait au moyen d'enseignes assurant la meilleure visibilité, et celle des différentes zones sera également proposée.

Description des attendus pour chacune des zones :

- Une banque d'accueil portant la mention de PariSanté campus avec 2 tabourets, rangement intérieur et 2 prises électriques (PC) ainsi qu'une table haute avec 3 tabourets.)
- Un espace se composant a minima, d'une quinzaine d'espaces distincts et identifiables comprenant :
 - Un support de travail pour poser un ordinateur, un écran 32 pouces, un logo identifiant l'espace, 2 tabourets, 1 prise électrique.
 - Des modules peuvent être proposés.
- Une agora centrale permettant des tables rondes et présentations avec assises public et speakers, écran 75 pouces, sonorisation, micro HF, enceintes et support pour poser l'ordinateur servant aux présentations + 4 PC + prises HDMI RJ USB Clickshare.
- Un espace entretien semi ouvert avec assises et tables pour 6 à 8 personnes.
- Un espace convivial avec emplacement pour machine à café et bonbonne à eau et un réfrigérateur de petite taille + prises. Il sera à prévoir la fourniture et le remplacement des bonbonnes à eau pendant le salon (2 fois par jour) avec une réserve de deux bonbonnes sur place.
- Une réserve sécurisée avec étagère (stockage des affaires personnelles, des goodies, flyers, brochures, etc.).
- Une végétalisation du stand sera proposée par le titulaire.
- Des poubelles de tri seront mises en place et le titulaire fournira les sacs poubelles.
- Le Titulaire sera en charge des démarches auprès de l'organisateur de l'évènement pour les compteurs électriques et autres sujétions techniques.
- Le Titulaire assurera le montage, démontage et nettoyage initial du stand.

C) La réalisation des prestations

Le Titulaire est garant de la bonne exécution de la prestation ou des prestations convenues dans les délais impartis pour leur réalisation. Il sera possible d'accéder à l'emplacement réservé par PariSanté campus minimum deux (2) jours avant le début de SantExpo 2025.

Dans le cadre de la réalisation des prestations, le Titulaire doit être doté d'une assurance de responsabilité civile et de risques matériels prenant en charge tous les dommages corporels et matériels causés à des tiers. PariSanté campus peut demander la communication d'une copie des polices d'assurances correspondantes.

D) Livrables attendus et délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution indiqués au présent document.

En cas de retard sur l'exécution des prestations commandées et indépendamment des pénalités de retard applicables, la personne publique se réserve la possibilité de pourvoir à ses besoins aux frais et risques du titulaire dans les conditions visées aux présentes (cf. article K ci-dessous).

Les délais d'exécution des prestations attendues ne sauraient excéder les délais suivants :

Livable	Délais
Dossier de conception du stand	Dix (10) jours à compter de la notification du marché ou de son renouvellement

Exécution de la prestation	Les 20, 21 et 22 mai 2025
----------------------------	---------------------------

III - OBLIGATIONS DES PARTIES

III.1. Obligations générales des parties

Chaque partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

III.2. Obligations du Titulaire

Le Titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc) et/ou de la production d'un livrable,
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- coordonne ses éventuels fournisseurs,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter la personne publique sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance, pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à la personne publique
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché,
- à assumer la responsabilité de la qualité de service ;
- à mettre à jour la documentation et à créer les documents nécessaires au bon déroulement de la prestation ;
- doit fournir les éléments d'information nécessaires à la prise en charge technique et fonctionnelle par l'Inserm des éléments livrés (correctifs, évolutions, adaptations), prise en charge qu'il devra accompagner,

- est tenu, en cas d'évolutions, de ne pas dégrader les performances du système et d'offrir des conditions de service au moins égales à celles existant avant modification,
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de l'Inserm dans le domaine faisant l'objet du marché. A ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à l'Inserm l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation et de mise à l'état de l'art et d'évolution. Les conseils à la charge du titulaire dans le cadre du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à la personne publique, si celle-ci en fait la demande.

III.3. Obligations de la personne publique

Dès la notification du marché et pour permettre à l'équipe du titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, l'Inserm s'engage à :

- Mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- Avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser.

IV- REPRESENTANTS DES PARTIES

IV.1. Représentant de la personne publique

Le représentant habilité à engager la personne publique pour l'exécution du marché est le Président directeur général de l'Inserm en sa qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

IV.2. Représentant du Titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire devra désigner une ou deux personnes chargées d'assurer la conduite des prestations. Le titulaire a l'obligation de maintenir en place les personnes ainsi désignées pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si ces personnes n'étaient plus en mesure d'accomplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le représentant de la personne publique par tous moyens, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant, et d'en communiquer par écrit le nom, le titre ainsi que les qualifications au représentant de la personne publique, dans un délai de 5 (cinq) jours à compter de la date d'envoi de l'information faite à la personne publique.

Si la personne publique récusé ce remplaçant, le titulaire dispose de 8 (huit) jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne publique.

IV.3. Forme de communication

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'Inserm et le titulaire conviennent

que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au titulaire de marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

V - OPERATIONS DE RECETTAGE

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application des dispositions du CCAG-FCS.

VI - CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les prestations objet du marché seront exécutées en application des prix prévus à l'annexe financière (BPU)

VI.1. Forme et contenu des prix

Les prix sont exprimés en euros HT.

Ils comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites aux présentes, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à la personne publique.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par prix ferme.

VI.2. Révision des prix

Sans objet.

VI.3. Modalités de règlement des comptes

1. Avance

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à 5%.

2. Règlement des sommes

Les prestations sont réglées à terme échu après remise de la demande de paiement et prononciation de la réception de la prestation correspondante.

Toutefois, le titulaire peut demander le paiement d'acomptes trimestriels. Pour ce faire, le titulaire transmet avec son offre financière à l'adresse suivante : achat.ads@inserm.fr son projet d'échéancier indiquant l'étalement des paiements en fonction de la réalisation des prestations.

3. Facturation

La transmission des factures dans le cadre du présent marché doit être effectuée sous forme dématérialisée via le portail Chorus.

Il est accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures doivent obligatoirement indiquer :

- Le numéro SIRET, identifiant Inserm : 18003604800015
- Le code du service réceptionnant (service exécutant) : INMADS
- Le numéro de commande de référence (Engagement Juridique EJ) à 10 chiffres.

Ces informations figurent sur le bon de commande.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président-directeur général de l'Inserm ou son représentant.

L'agent comptable assignataire de la dépense chargée du règlement est l'Agent Comptable Principal de l'Inserm.

4. Paiement

Les sommes dues au titre du présent marché sont mises en paiement dans un délai global maximal de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'Inserm.

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

En cas de cotraitance :

Par dérogation au CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire ou conjoint, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En cas de sous-traitant admis au paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

VII - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent marché n'opère aucun transfert de propriété des matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités.

Les deux parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent marché.

Chacune des parties garantit l'autre contre toute action qui serait intentée à son égard par un tiers sur le fondement d'une revendication de droit de propriété sur les matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités qu'elle lui met à disposition pour l'exécution des prestations.

Tout logiciel ou document produit et tout résultat obtenu par le titulaire à l'occasion de l'exécution du présent marché devient la propriété exclusive de la personne publique qui peut en disposer librement à compter de leur réception et de leur paiement.

VIII - CONFIDENTIALITE

Chacune des parties s'engage à conserver strictement confidentielles les informations qui lui sont communiquées à compter de la notification du marché.

Les informations communiquées ne peuvent être utilisées que pour les seuls besoins du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à la personne publique dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'application du présent marché. Les personnels du titulaire ont instruction de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations considérées comme confidentielles par le titulaire.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du marché ainsi que pendant une durée de trois années à compter de son expiration pour quelque cause que ce soit. En outre, dès l'échéance ou la résiliation du marché, le titulaire cesse toute exploitation active des fichiers de la personne publique et s'engage à ne faire aucune rétention des documents ou fichiers de la personne publique.

Il s'engage également à restituer l'ensemble de la documentation confidentielle remise par la personne publique et des copies qui auraient pu être faites.

La personne publique s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

La personne publique accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de la personne publique et à l'objet général du marché.

Sauf accord express de la personne publique, le titulaire n'est pas autorisé à copier données, codes sources ou logiciels hors des plates-formes de la personne publique qui lui sont allouées.

Le personnel chargé des prestations reste sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. La personne publique ne peut donner des ordres directement au personnel du Titulaire, toute demande devant transiter par le correspondant permanent du Titulaire.

Néanmoins, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient ou lorsque le responsable du Titulaire est absent, le responsable Inserm est susceptible de faire directement des demandes au personnel du Titulaire.

La gestion des congés et plus généralement des absences de toute nature restent de la responsabilité du titulaire qui s'attachera à ce que ces éléments ne perturbent pas l'exécution du marché. Il assurera les compléments de formation de son personnel nécessaires à la bonne exécution des prestations faisant l'objet du marché.

IX - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues par le Code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer la personne publique par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. La personne publique se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre 1er de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

En cours d'exécution, à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique, la personne publique dispose d'un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires pour procéder à l'acceptation d'un sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours.

X - ASSURANCE

Le Titulaire reconnaît être assuré pour tous risques informatiques, en responsabilité civile, d'exploitation

et professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires pour la personne publique des dommages corporels, matériels et immatériels dont le titulaire aurait à répondre, causés par tout événement et qui seraient notamment le fait de ses collaborateurs lors de l'exécution des prestations.

Cette assurance est prise auprès d'une compagnie d'assurance notoire et sera maintenue pendant toute la durée du présent marché et couvrira notamment :

- toute faute professionnelle du titulaire,
- les préjudices physiques et dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers de la personne publique,
- les coûts de reconstitution des données perdues ou endommagées,
- les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché,
- les actes de malveillance.

Sur demande de la personne publique, une attestation de la police souscrite devra être fournie.

XI - PENALITES

Lorsque le délai contractuel, éventuellement assorti d'une prolongation accordée conformément au CCAG-FCS, est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-après.

Dans la mesure du possible, les pénalités sont retenues sur les sommes à devoir au Titulaire.

Par au CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros (€) HT pour l'ensemble du marché.

Le montant cumulé des pénalités pour la durée d'exécution du présent marché ne peut pas excéder 30 000 euros (€) HT. Au-delà, la personne publique se réserve la faculté de résilier le contrat aux torts du Titulaire.

Le paiement des pénalités se fait après émission d'un titre de recette par l'Agent comptable principal de l'Inserm et peut entraîner une soustraction du montant de ces pénalités à celui des factures en cours de paiement.

XI.1. Pénalités de retard

Par dérogation aux dispositions du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de remise d'un livrable est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée comme suit :

$$P = (V \cdot R) / 100$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = valeur des prestations en retard

R = nombre de jours calendaires de retard.

XII - Résiliation

XII.1. Résiliation aux torts du Titulaire

Cette résiliation peut notamment intervenir au cas où le titulaire n'a pas correctement assumé ses responsabilités et obligations définies au présent marché et conformément aux dispositions du CCAG-FCS.

De plus, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire :

- si la mauvaise exécution des prestations objet du marché a donné lieu à des pénalités d'un montant supérieur à celui précisé aux présentes.

XII.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

Dans les conditions définies au CCAG-FCS, la personne publique peut faire faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

XIII - RESPECT DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Tous les six mois et jusqu'à la fin du marché, le titulaire devra transmettre une attestation de fourniture des déclarations sociales et fiscale, prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale.

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités, l'Inserm devra enjoindre au titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation dans un délai de deux mois, l'Inserm peut rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

XIV - LITIGES/DIFFERENDS

La loi applicable au présent marché est la loi française. Le tribunal compétent pour connaître de tous litiges entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de Paris.

XV - DEROGATIONS au CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1.2. du CCAG-FCS, la liste récapitulative des articles auxquels il est dérogé n'est pas contenue dans les documents du DCE.